10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

LOT et Départements limitrophes	3 mois	6 mois	1 an
Autres départements	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
TÉLÉPHONE 31	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

COMPTE POSTAL : 5399 TOULOUSE

Les abonnements se paient d'avance

Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur

M. DAROLLE, Co-Directeur — L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES JUDICIAIRES (7 colonnes à la page).....	80 cent.
ANNONCES COMMERCIALES (la ligne ou son espace).....	
RÉCLAMES 3 ^e page (— d —).....	1 fr. 25

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Pour la défense de la République allemande. Les extrémistes de gauche réclament des mesures de rigueur. Les efforts du gouvernement. — La question de Tanger: les prétentions de l'Espagne; les droits de la France; une revendication insolite de l'Italie. — Le désarmement à la S. D. N. Les dépenses militaires des diverses nations: la France est le moins militariste de tous les pays.

Nous ne voudrions rien exagérer, mais il semble que l'assassinat de Rathenau ait secoué enfin la torpeur des républicains allemands. Le mouvement en faveur de la protection de la République se précise de plus en plus. Sera-t-il poursuivi avec l'énergie et la persévérance nécessaires? On ne peut l'affirmer encore et l'emprise nationaliste sur tout le pays reste extrême.

Dans les milieux ouvriers et syndicalistes, l'opposition au monarchisme se manifeste avec violence.

Les éléments communistes accentuent le pouvoir de ne pas agir et lui reprochent de ne pas arrêter les Hindenburg, les Ludendorff, les Helfferich, et, finalement, organisent manifestations sur manifestations, avec pour mot d'ordre, ces lignes du *Drapeau Rouge*: « Mort à la réaction monarchiste! Nous, communistes, nous appellerons le peuple immédiatement aux armes si l'on flanche! »

Le ton de la presse socialiste est non moins acerbe. Le *Volkstimme* de Westphalie, écrit par exemple: « Nécessité de nous en tenir à la réactionnaire ouvre la gueule (sic), qu'on l'abatte à coups de triquet! La bande d'assassins nationalistes est désormais hors la loi! La mesure est comble! Comrades, ayez recours à la force brutale! On ne peut en imposer à ces crapules bestiales qu'en les assommant! »

Reste à savoir quelle influence exerceront ces appels à la violence. La classe ouvrière allemande a toujours manqué de chef pour la mener à la bataille. Il en pourrait être ainsi une fois de plus.

Pendant ce temps le gouvernement de D' Wirth s'efforce de son côté à travailler au salut de la République.

Le tribunal d'exception, chargé de châtier comme il sied les crimes contre le régime, a été constitué. D'ailleurs, aussitôt formé, sa composition a été critiquée: les uns le trouvent trop « rouge », les autres trop « pâle ». Bref, un des premiers actes de défense républicaine est l'occasion d'attaquer le chancelier et le Président Ebert.

Pour renforcer la position du cabinet, le chancelier et les chefs de la coalition ont décidé de demander officiellement leur participation aux socialistes indépendants: ceux-ci ont accepté finalement, tout en donnant aux partis bourgeois (centre catholique et démocrates) l'assurance demandée de renoncer à la dictature du prolétariat et de se rallier au régime démocratique.

Néanmoins, il ne paraît pas que la crise touche à sa fin. Les éléments monarchistes, devant l'exaspération populaire, se dissimulent pour l'instant et se tiennent tranquilles. Mais qui oserait affirmer que, passée la hourrasque, les pangermanistes ne reparaitront pas plus arrogants que jamais et plus décidés à la bataille?

À peine sont terminées les difficultés commerciales avec l'Espagne qu'un nouveau différend, celui-là d'ordre politique, est sur le point de surgir non moins grave.

Le motif: la question de Tanger. Pour avoir une idée des sentiments de l'Espagne, il suffit de relire les lignes suivantes que publie la *Correspondencia Militar*:

Nous sommes en faveur d'une alliance avec l'Angleterre, le Portugal et l'Italie en cas où l'Espagne n'obtiendrait pas satisfaction à propos de Tanger. Les intérêts britanniques coïncident avec les nôtres. Si la France ne fait pas un geste généreux, nous devons nous orienter résolument vers une union intime avec l'Angleterre. Si la France nous dispute Tanger, que devons-nous faire? Nous unir à ses rivaux, qui nous traitent bien, et attendre sur le pas de notre porte, suivant le conseil arabe, que le cadavre de notre ennemi passe devant nous.

M. DAROLLE.

Ces dernières lignes ne manquent pas de saveur? Que pensez-vous de tant d'aménité!

Nos bons voisins espagnols manquent de décence.

N'ayant pu mener à bien leur campagne marocaine, ils souhaitent, semble-t-il, obtenir une compensation à nos dépens en recevant tout pouvoir sur Tanger.

Nous voulons croire qu'ils s'abusent étrangement sur les chances d'aboutir que possède leur projet. Nous voulons espérer que la Grande-Bretagne et l'Italie ne pousseront pas leur hispanophilie jusqu'à défendre, contre la France, les prétentions de la Péninsule.

Où sont les droits de Madrid? Résident-ils dans l'administration déplorable de leur zone marocaine? Résident-ils dans leur lamentable échec militaire?

Par contre, les titres de la France sur Tanger sont indéfectibles.

D'une part, ils découlent du droit international et des diverses conventions qui régissent à l'heure présente le statut du Maroc tout entier et spécialement de Tanger.

D'autre part, ils découlent des droits spéciaux que nous confère le protectorat de la presque totalité du territoire marocain.

Nous pourrions enfin mettre en balance les services respectifs rendus par la France et l'Espagne au Maroc. Mais pareille comparaison est inutile!

Ainsi la cause est-elle ou plutôt devrait être — entendue: La France ne peut sous aucun prétexte renoncer à Tanger.

Dans tous les cas, il est une prétention que nous devons repousser: celle de l'Italie de participer aux prochaines discussions qu'on annonce. Elle n'est que médiocrement intéressée en la question et nous devons nous opposer à ce qu'elle intervienne pour s'abandonner — comme trop souvent, hélas! — aux plus piètres marchandages.

Sous les auspices de la Société des Nations, une commission recherche actuellement les moyens de réaliser une réduction des armements.

Un tel débat ne saurait embarrasser la France. Bien au contraire, il doit être, pour notre pays, l'occasion d'établir une fois de plus le mal fondé de l'accusation d'impérialisme portée contre lui: nos dépenses militaires sont nettement inférieures, proportionnellement, à celles de la plupart des autres nations.

Il convient, sans se lasser, de rappeler quelques chiffres tout à fait édifiants.

Nos dépenses militaires, exprimées en millions, se sont élevées:

1914.....	6.526	1919.....	18.185
1915.....	14.712	1920.....	7.648
1916.....	23.853	1921.....	6.312
1917.....	28.662	1922.....	3.858
1918.....	36.120		

Ainsi, par rapport à 1919, la réduction atteint les 4/5.

Dans l'ensemble du budget, nos charges militaires représentent en 1922 19,5 0/0, tandis qu'en 1913 elles représentaient 35,6 0/0.

Enfin, si nous comparons les dépenses militaires des divers pays, nous notons que dans aucun pays, sauf en Suisse, l'augmentation, par rapport à l'exercice fiscal 1913-1914, n'est aussi faible qu'en France.

France.....	90 0/0
Etats-Unis.....	174 0/0
Angleterre.....	181 0/0
Espagne.....	275 0/0
Japon.....	290 0/0
Italie.....	390 0/0

Ces chiffres sont éloquent: ils démontrent que le peuple français est de tous les peuples alliés ou neutres, celui qui a fait le plus grand effort pour comprimer les dépenses militaires.

Et pourtant aucun autre peuple ne se trouve dans la situation critique de la France: n'a-t-elle pas en face d'elle une Allemagne qui n'aspire qu'à la revanche, qui refuse de désarmer, refuse d'effectuer les réparations?

Voilà ce qu'il en est du prétendu militarisme français!

Oui, la France peut parler sans gêne de désarmement: malgré toutes les déceptions éprouvées ces trois dernières années, notre pays ne s'est pas borné à préconiser le désarmement, il a préché d'exemple, en le réalisant dans une notable proportion.

M. DAROLLE.

INFORMATIONS

Un attentat contre Maximilien Harden

M. Maximilien Harden, fondateur et directeur de la « Zukunft », a été attaqué près de sa demeure, par deux individus qui l'ont assailli à coups de canne plombée. M. Maximilien Harden a été conduit à son domicile, grièvement blessé.

Un de ses agresseurs a été arrêté. Les violentes campagnes qu'il menait contre l'ex-kaiser et ses partisans le désignaient, naturellement, aux coups des partis réactionnaires.

La campagne internationale contre la guerre

Le congrès travailliste australien a nommé un conseil d'action en lui donnant comme indications de réunir une conférence pacifique de toutes les organisations ouvrières. Cette conférence se réunira l'année prochaine en Australie et discutera les moyens de mettre un terme aux guerres.

La France a reçu un milliard et demi de marks or de l'Allemagne

Répondant à une question de M. Marcel Cachin, le ministre des finances a fait connaître le montant actuel des versements allemands, qui s'établit ainsi: versements en espèces et livraisons en nature faites par le gouvernement allemand, de l'armistice à fin mars 1922:

En espèces, 1.426.000 de marks or aux alliés (dont 140.000.000 à la France).

Livraisons en nature, 2.958.000.000 de marks or aux alliés (dont 1.170.000.000 à la France).

En marks papier réquisitionnés par l'armée du Rhin en marks or ou en comptant un total de 560.000.000 (dont 285.000.000 pour la France).

Au total, l'Allemagne a donc payé 4.944.000.000 de marks or (dont 1.595.000.000 pour la France).

Le prince de Monaco a légué 1 million à l'Académie des Sciences

Au début de la séance de l'Académie, le président rend un dernier hommage à la mémoire d'Albert I^{er} prince de Monaco, doyen des associés étrangers de la Compagnie, à laquelle il appartenait depuis 1909. M. Lacroix, secrétaire perpétuel, donne lecture d'une lettre des exécuteurs testamentaires du prince, annonçant que ce dernier léguait un million à l'Académie des Sciences.

Trois héros français de la science

On a signalé que trois savants de l'Institut Pasteur, de Tunis, MM. Nicolle, Connor et Conseil, recherchaient un sérum contre le choléra, mais on n'a pas dit dans quelles conditions ils faisaient ces recherches, et cela, on va en juger, mérite d'être dit.

Les expériences à faire étaient extrêmement dangereuses. Il s'agissait d'abord d'injections intra-veineuses de bacilles vivants du choléra; puis, pour faire l'épreuve de cet essai d'immunisation, il fallait absorber par la voie stomacale d'autres bacilles vivants de choléra. Par cette double expérience on risquait deux fois une horrible mort.

Les sujets, pour de telles expériences, on le comprend, ne se trouvent pas facilement et, d'ailleurs, MM. Nicolle, Connor et Conseil n'eurent pas une minute l'idée d'en chercher. Stoïquement, ces trois savants opérèrent sur eux-mêmes. Puis, ils attendirent avec calme les résultats. Ces résultats, par bonheur, ont été excellents.

Pouvait-on laisser passer sans un hommage, sans un mot, un geste si discret et glorieux?

Chambre des Députés

Séance du 4 juillet 1922
Dans la séance du matin, la Chambre discute le projet de loi tendant à assurer une meilleure utilisation du blé et des farines. M. Chéron dit que le but poursuivi par le Gouvernement est de réaliser des économies, car la récolte est déficitaire.

succédané au blé. Le projet est voté.

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre discute les interpellations sur la suppression de la liberté de la presse en Tunisie. MM. Lafont, Berthon protestent contre cette suppression. Celui-ci rappelle un voyage qu'il fit en Tunisie pour faire une enquête sur la situation faite à la presse et à la population qui, dit-il, sont opprimés par le résident général et par le gouvernement du bey. M. Tallingier s'étonne que M. Berthon ait pu faire une campagne communiste en Tunisie. Il voudrait que l'on réprimât la propagande communiste.

Ces déclarations déclenchent de violentes protestations de la part des communistes. M. Vaillant-Couturier attaque le Président du Conseil qui s'élève avec énergie contre certaines paroles du député communiste qui déclare que le Président du Conseil aurait soutenu dans un comité devant les tombes des soldats morts.

M. Poincaré proteste: « Vous avez proféré, dit-il, une insinuation odieuse, abominable. Vous n'avez plus même le courage de la préciser. Vous ajoutez la lâcheté au mensonge. » La Chambre applaudit longuement le Président du Conseil.

M. Vaillant-Couturier rappelle qu'il est un ancien combattant et qu'il était au front, lorsque le Gouvernement était à Bordeaux. M. Poincaré répond avec vigueur au député communiste. S'il est allé à Bordeaux, c'est à la suite d'une décision prise par le Gouvernement.

Il proteste contre la campagne menée contre lui par carte postale, et surtout contre cette calomnie qui le représente comme l'auteur de la guerre. Il répondra aux interpellateurs qui voudront discuter cette question, et il promet de ne pas clôturer la session parlementaire avant d'avoir discuté les interpellations sur ce sujet. La Chambre applaudit le Président du Conseil.

Séance du 5 juillet 1922

Dans la séance du matin, la Chambre continue la discussion des interpellations sur la liberté de la presse en Tunisie. M. Morinaud demande qu'on prenne des mesures contre les menées des communistes dans nos colonies. M. de Warren donne lecture d'un journal édité à Berlin et à Moscou distribué en Tunisie contre les hommes d'Etat français. M. Poincaré confirme les déclarations de M. de Warren.

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre reprend la discussion des interpellations sur la liberté de la presse en Tunisie. Après un discours de M. Poincaré elle vote un ordre du jour de confiance dans le Gouvernement.

La Chambre discute les interpellations sur les responsabilités de la guerre. M. Villeneau rappelle dans quelles circonstances la France vota par 430 voix contre 64 la loi déclarant que M. Poincaré avait bien mérité de la Patrie.

M. Vaillant-Couturier lit un discours dans lequel il tente d'établir les responsabilités de M. Poincaré dans la guerre de 1914. Il donne lecture des documents de la correspondance diplomatique russe; il lit un télégramme où il est dit: « Si la Russie fait la guerre, la France la fera aussi. » Mais ce télégramme a été démenti, déclare M. Poincaré.

M. Viviani prend la parole et s'élève avec indignation contre la campagne d'outrages menée contre des hommes d'Etat français. M. Viviani est vivement applaudi.

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Sénat

Séance du 4 juillet 1922

Le Sénat aborde la discussion du projet autorisant la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension et modifiant la loi du 25 juin 1906 sur les distributions d'énergies.

M. Gay expose l'économie du projet qui permettra la création de réseaux de transport à haute tension, création grâce à laquelle on remédiera à l'irrégularité du débit des cours d'eau. Le projet est voté.

Le Sénat discute ensuite le projet voté par la Chambre tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre. M. Sarraut expose le projet qui est adopté.

CHRONIQUE LOCALE

LE NOUVEAU PAIN !

La récolte en blé paraissant devoir être déficitaire, la Chambre a voté un projet de loi tendant à imposer aux boulangers un taux de blutage, afin d'éviter au pays d'être tributaire de l'étranger.

La récolte serait déficitaire de 20 millions de quintaux. Il faut donc récupérer cette quantité, et, avec raison, la Chambre a également décidé d'interdire l'utilisation du blé ou de la farine de blé pour la nourriture des animaux.

Des déclarations faites par le ministre de l'Agriculture, il ressort que nous ne reviendrons pas au pain tri-

ple K, que nous avons mangé sans appétit à Cahors pendant plusieurs années.

Nous voulons bien le croire, et nous voulons même espérer que l'on fera appel simplement à la conscience de tous les minotiers, de tous les boulangers pour qu'ils blutent le pain au taux fixé par la loi.

Nous croyons, en effet, qu'il sera suffisant de faire appel à la conscience des fabricants de farine et de pain, et qu'il ne sera pas besoin de créer, de réinstaller un autre service de ravitaillement. De ce service-là, le pays a trop souffert. La presque unanimité des minotiers et boulangers protesterait avec énergie si, par malheur, on rappelait les hommes néfastes du bureau permanent, qui furent chargés de réglementer les populations en pain pendant de si longs mois, au détriment de la santé publique et des finances de l'Etat.

C'est que ces citoyens-là savaient s'y prendre pour économiser la bonne farine et pour faire du pain avec des ingrédients que jamais un propriétaire quelconque n'aurait voulu faire manger par ses chiens. Leur façon de bluter était simple, si simple qu'elle était, encore de nos jours, employée par des minotiers peu consciencieux.

C'est ainsi que les journaux publient le fait suivant:

« Depuis quelques mois, les clients du moulin de Romay, exploité à Paray-le-Monial, par M. Eugène Jacob, 42 ans, constataient la mauvaise qualité de la farine livrée et de nombreuses plaintes parvinrent au parquet de Charolles, qui ordonna une analyse. Cette analyse permit d'établir que ladite farine était additionnée de sable fin de rivière dans la proportion de 5 à 10 0/0.

Traduit devant le tribunal correctionnel de Charolles, MM. Eugène Jacob et son commis Claude Allouin, 42 ans, ont été condamnés chacun à 1 mois de prison avec sursis et 1.000 francs d'amende. »

Ceci nous rappelle ce que disaient certaines personnes — « des mauvaises langues » probablement, — qui affirmaient que certains minotiers, pendant la guerre, remettaient dans les sacs de farine déjà trop blutée les poussières et les balayures du moulin.

Il est certain que le projet voté par la Chambre ne comportera qu'un blutage raisonnable et il faut espérer que les succédanés qui pourraient être mélangés à la farine seront triés et meilleurs que ceux dont on nous a nourris pendant 45 mois. Si, à ce régime, beaucoup d'estomacs ont pâti, par contre, des portefeuilles se sont gonflés.

La loi votée mardi par la Chambre permettra-t-elle encore pareilles... anomalies?

Blutage réduit et mélange des succédanés sont nécessaires dans l'intérêt des finances du pays: mais méfions-nous et surveillons bien, ô consommateurs cadurciens, blutage et mélange. Nous avons assez payé et de notre argent et de notre santé le mauvais pain pour avoir raison de nous méfier...

LOUIS BONNET.

Armée

Notre compatriote le colonel Dufour, commandant le groupe de subdivisions de Montauban, est admis à suivre les cours du Centre des Hautes Etudes militaires en 1923, du 3 janvier au 30 juin.

Assistance publique

Notre compatriote Lucien Barry, ex-lieutenant d'infanterie coloniale, originaire d'Arcambal, vient d'être reçu, avec le n° 5 sur 15 admis au concours pour l'emploi de sous-inspecteur de l'Assistance publique.

Nos félicitations.

Comité départemental Anti-Tuberculeux

Le Bureau du Comité s'est réuni lundi dernier au Dispensaire pour prendre connaissance des résultats du bal de la préfecture.

Tous frais payés, les bénéfices nets s'élevèrent à 3.500 fr.

Le Bureau a décidé de consacrer cette somme à des enfants de tuberculeux, non tuberculeux eux-mêmes.

Douze enfants seront envoyés pendant un mois au bord de la mer ou

dans les pins; cinq autres enfants, déjà ganglionnaires, seront placés pendant deux mois dans un préventorium marin.

Avec les fonds d'assistance, deux femmes tuberculeuses ont été placées à Cambo (Basses-Pyrénées); une enfant tuberculeuse a été envoyée au sanatorium de Pignelin (Nièvre); cinq malades sont à Montfaucon.

Des lits ont été achetés qui seront prêtés aux familles nécessiteuses fréquentant le dispensaire.

Des bons de viande sont distribués aux malades qui en ont besoin.

Le Bureau remercie vivement toutes les personnes qui ont contribué au succès du bal de la préfecture. Il adresse l'expression de sa plus vive reconnaissance aux dames de Cahors et aux délégués de la jeunesse cadurcienne qui, avec le plus grand dévouement, se sont employés au placement des cartes. C'est grâce à leur concours qu'une quinzaine de petits enfants pauvres vont pouvoir profiter du bon air vif de la mer ou des pins dont ils ont tant besoin.

Merci pour eux.

Docteur BENECH, Président du Comité départemental anti-tuberculeux

P.-S. — Nous rappelons que les consultations ont lieu au dispensaire, rue Joachim-Murat, le mercredi et le samedi de 10 h. à midi.

Compatriote

Notre compatriote M. Léopold Vendries, vérificateur des contributions indirectes à Corbeil, est nommé chef de poste à Corbeil.

Nos félicitations à notre compatriote qui est le gendre de M. Carriol, l'agent d'assurances bien connu.

Hyménées

Mercredi soir a été célébré le mariage de Mlle de Valon, fille du distingué maître du barreau de Cahors, avec M. de Laborie de la Batut.

La cérémonie religieuse a eu lieu jeudi matin.

Aux nouveaux époux, nous adressons nos meilleurs vœux.

Accident à la gare

En déchargeant une plate-forme à la gare de Cahors, un homme d'équipe, M. Jules Reigaudie, âgé de 34 ans, a été atteint aux deux jambes par le tablier de cette voiture qui a glissé.

Le blessé, qui a de sérieuses contusions, a reçu les soins de M. le docteur Ausseil; cet accident n'aura vraisemblablement pas de suites fâcheuses.

AVIRON CADURCIEN

Le Président et les membres du Conseil d'administration de l'A. C. prient les membres de l'Aviron de vouloir bien assister aux obsèques de leur regretté camarade Jules Gauthié, mort au champ d'honneur.

Obsèques

Jeudi matin ont été célébrées les obsèques de Mlle Jeanne-Marie-Antoinette Ilbert, enlevée à l'affection des siens après une courte maladie, à l'âge de 19 ans.

Une foule nombreuse a suivi le char funèbre, qui était recouvert de magnifiques couronnes.

Nous adressons à Mme Veuve Ilbert, à la famille, nos sincères condoléances.

Sur les Allées

Jadis, certaines personnes s'étaient amusées à démolir les bancs qui sont installés sur les Allées Fénélon. Des planches entières de ces bancs avaient été arrachées, ce qui était très gênant pour les promeneurs qui voulaient s'asseoir.

Qui s'amusa à ce stupide jeu? Nul ne l'a su: mais les dégâts étaient commis.

Des réparations s'imposaient dans l'intérêt des personnes qui font des Allées leur promenade habituelle. Ces réparations ont été faites. Des planches neuves ont remplacé les planches qui avaient été arrachées.

Un bon point à qui de droit. Ce serait avec plaisir qu'on accorderait un second bon point, s'il était possible d'empêcher les cyclistes qui, malgré règlements et observations, persistent à transformer en piste de course les Allées.

Il ne serait pas difficile d'en pincer quelques-uns, car tous les jours, à toute heure on peut constater leur présence sur les Allées.

L. B.

Lycée de jeunes filles
Les parents des élèves du lycée de jeunes filles sont informés qu'une exposition des travaux de couture, et de dessin aura lieu les 12, 13 et 14 juillet au parloir du lycée de jeunes filles, de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures.

La fête de Pradines
Le comité des fêtes de Pradines a décidé de célébrer la fête locale le 9 juillet.

Voici le programme :
Samedi soir, banquet de la jeunesse, farandole, salves d'artillerie.

Dimanche, 7 heures, distribution de bouquets ; 10 heures, offrande d'une gerbe de fleurs au pied du monument aux morts par la jeunesse ; 11 heures, concert sur la place publique par un brillant orchestre ; 15 heures, courses de vélos (pour tous renseignements s'adresser au café Besombes) ; courses de nage libre : 200 mètres ; 17 heures, farandole générale ; 21 heures, retraite aux flambeaux, attractions diverses, bal.

Lundi, de 9 heures à 11 heures, promenade en bateau, baignade ; 16 heures, quadrille par les meilleurs danseuses et danseurs de la localité ; 21 heures, bal, clôture de la fête par le traditionnel « Grand-père ».

Nota. — Le passage du Lot sera assuré à l'heure des trains.

La taxe du pain
A dater du 5 juillet 1922, le pain de consommation courante est taxé, dans l'étendue de la commune de Cahors, à 0 fr. 95 le kilogramme.

Sont qualifiés « pain de consommation courante », les pains de deux kilos et les pains d'un poids supérieur.

Les boulangers doivent, sans que l'acheteur en fasse la demande, peser le pain et faire l'appoint du poids s'il y a lieu.

Les pains de deux kilos ronds, seront payés à raison de 0 fr. 975 le kilo et devront peser exactement le poids.

Si des pains ronds sont demandés, le boulanger, à défaut de ces pains, devra donner des pains longs au prix de 0 fr. 95 le kilo.

Sont qualifiés « pain de fantaisie » tous autres pains d'un poids inférieur à deux kilos. En raison de leur plus grande cuisson et de leur prix de fabrication plus élevé, ces pains seront vendus à la pièce, à raison de 0 fr. 975 le kilo. Les pains dits de « un kilo » devront peser au minimum sept cent cinquante grammes et les pains dits d'un demi-kilo au moins trois cent soixante-quinze grammes.

Si la boulangerie n'est pas approvisionnée en pain de consommation courante, le boulanger est tenu de livrer les pains de fantaisie en les vendant au poids et au prix du pain de consommation courante.

I. E. P. — 3^e SUBDIVISION
Le Capitaine Lemaire, du 7^e R. L. est désigné à dater du 5 juillet 1922, et en remplacement du lieutenant Baluc, comme chef de section subdivisionnaire d'I. E. P. de la 3^e subdivision de Cahors.

Le capitaine Lemaire, chef de section subdivisionnaire d'I. E. P., rappelle aux jeunes gens candidats au C. P. S. M. (2^e session, du 12 et 13 août 1922), que les demandes, centralisées par leur Société, doivent parvenir au bureau de l'I. E. P. le 10 juillet au plus tard.

GRAND CAFÉ TIVOLI
Orchestre Symphonique
Direction : J.-B. NOUYRIT
Ce soir, Jeudi : Solo de Violon
Méditation de Thais... M. Bouffartigue, Soliste.

Les viticulteurs de la région sont invités à aller visiter le beau vignoble de M. Joullet, propriétaire à Parnac. Après trois traitements opérés avec le *Burdigal*, à base d'acide méthanique sulfureux, a sauvé son vignoble contre les attaques du *Milidion*, *Poidium*, des *Rois*, *cochylys* et il remplace *sulfatages* et *soufrages* ; ils seront heureux de constater que ce produit est le plus efficace qui ait paru jusqu'à ce jour.

Pour tous renseignements et commandes, prière de s'adresser à M. ROUGIÉ, 2, rue de la Banque, CAHORS.

Catus
La société l'Amicale des Poilus de Catus organise pour le dimanche 16 courant de grandes réjouissances, banquet, concert sous les platanes, Grand bal de jour et de nuit sous la halle, brillant feu d'artifice.

Toirac
Echos de la fête. — Dimanche 1^{er} juillet, jour de la fête votive a eu lieu une manifestation au monument aux morts de la Grande Guerre.

M. le docteur Larnaud, conseiller général et maire de Toirac a prononcé un magnifique discours qui a vivement impressionné les assistants.

Après la cérémonie patriotique sont venus les amusements.
Un brillant orchestre sous l'habile direction du maestro Alfred Vernet a exécuté les plus beaux morceaux de son répertoire et les danseurs s'en sont donnés à cœur joie.

Le soir de brillantes courses de bicyclettes ont eu lieu qui réunissaient des coureurs de valeur.
Le premier prix s'est gagné sur bicyclette Alcyon par Ricard de Villefranche ; le 2^e par un jeune homme d'Aubin, dont le nom nous échappe ; le 3^e par Georges Ribéron sur bicyclette Labor et le 4^e par un jeune homme de Cahors, Lucien Thouron qui promet de devenir un excellent sprinter.

Le soir la fête a battu son plein et les danseurs enlevés par l'orchestre ont dansé jusqu'à l'heure de la retraite.

Le lundi, des jeux divers et amusants ont vivement intéressé le public en attendant le grand bal de nuit qui a clôturé la fête que la jeunesse de Toirac a su brillamment organiser, ce dont nous les félicitons sincèrement.

Marcilhac
Certificat d'études. — Ont subi avec succès l'examen du certificat d'études primaires : Francoulet Marguerite, Salgues de Génies Marguerite, Bacou Auguste, élèves des écoles primaires de Marcilhac. Tous trois ont obtenu la mention « assez bien ». Sincères félicitations.

St-Sulpice
Certificat d'études. — Nous apprenons avec plaisir que Granval Reine et Bodin René, élèves de notre école communale, viennent d'être reçus à l'examen du certificat d'études primaires avec la mention « assez bien ». Nos sincères félicitations.

Laurettes
C. E. P. — Au centre d'examen de Lantonnère, en date du 4 juillet, tous les candidats venus de l'école de garçons de Laurettes y ont été reçus, chacun avec une mention. Ce sont, par ordre alphabétique : Amadiou André, De Rualdes Robert-Marcel, Doussel Paul, Gallié Alphonse, Gellé Arsène, Gallié Julien.

Neuf candidats se sont fait inscrire, trois de ces jeunes candidats n'ont pu venir se présenter. Nous leur souhaitons qu'ils ne soient pas empêchés l'année prochaine et qu'ils obtiennent une mention comme leurs camarades de cette année.
Les candidates venues de l'école de filles de Laurettes qui ont été reçues avec « mention » sont : Cavané Elina, Paramelle Elina.
Félicitations.

Gourdon
Conseil municipal. — Le conseil municipal s'est réuni dimanche dernier à 14 h. 1/2.

M. Davidou, maire, présidait.
Nous ne pouvons donner qu'une courte analyse de cette session en raison de sa longueur.
Parmi les plus importantes affaires traitées nous dirons que les crédits nécessaires ont été votés pour : 1^o la construction de l'école supérieure de filles (380.000 fr.) ; réparations à tous les bâtiments communaux (29.000 fr.) ; construction de cabinets à la gendarmerie (8.008 fr.) ;

double service d'enlèvement des boues par MM. Housty et Pouzalgues (2.400 fr.) ; construction d'un abreuvoir et d'un kiosque à Musique.

Les budgets sont ensuite votés à l'unanimité.

Le vote des 150.000 fr. pour l'installation de l'électricité occasionne une discussion qui tournait un peu trop à l'engouement de la part de M. Malvy. Mécontent sans doute de ne pas parvenir à comprendre malgré l'amabilité de ses collègues, pour lui expliquer très clairement la question posée par lui, il quitta brusquement la séance.

1.200 francs sont votés pour achat d'un corbillard à Prouilhac.

Plusieurs demandes de réparations diverses sont renvoyées à la commission des travaux publics.

Salviac
Nos fêtes. — Le comité des fêtes des 29, 30 et 31 juillet s'est réuni à l'effet d'élaborer le programme des fêtes de la St-Jacques. Celles-ci s'annoncent comme devant être très brillantes. Présidence d'honneur M. le Dr Cambornac, Président M. Louis M. Bobengut, Vice-président M. Charles Bru, Secrétaire : Raymond Baffos, Trésorier : François Dupuis, Membres : Mounié, Pascillé, etc. etc. etc.

Lavercaillère
Monument aux morts de la Commune. — Le conseil municipal de Lavercaillère a décidé dans sa dernière réunion, d'élever un monument à la mémoire des enfants de la commune morts au champ d'honneur.

Un crédit important a été voté à cet effet.
Toutes les communes du canton de Salviac, à l'exception de Léobard auront ainsi inscrits les noms des héros de la grande épopée sur la place publique du village.

DÉPÊCHES

Paris, 8 h. 50.

Mort du Préfet de Police
M. Leullier, préfet de police, est décédé hier soir à 22 heures 30.

Les interpellations à la Chambre
Au cours de l'interpellation sur les responsabilités de la guerre, M. Viviani est intervenu pour réduire à néant les assertions communistes.

Il a été vivement acclamé par la Chambre.

M. Poincaré lui a donné l'accolade.

Paris, 11 h. 45.

Le cabinet Wirth remanié
De Berlin : Dans le remaniement du Cabinet Wirth, M. Hifferding prendrait le portefeuille de la reconstitution nationale et le général Gessler serait remplacé, au ministère de la guerre, par M. Holzer.

Un steamer coulé
De Montréal : Le steamer britannique *Orithia*, jaugeant 4.335 tonnes, a coulé à Father Point, sur la rive droite du St-Laurent, après une collision avec un autre navire anglais.

Vaste incendie à Hambourg
De Hambourg : Un incendie s'est déclaré dans les établissements de l'Administration du monopole de l'Etat pour les spiritueux et les alcools.

Huit pompiers ont été gravement brûlés par l'explosion d'un grand réservoir d'alcool. Deux cadavres ont été retrouvés sous les décombres.

Les dégâts dépassent 100 millions de marks.

En Irlande
De Londres : Mme Mac Swiney, veuve de l'ancien lord-maire de Cork, a été arrêtée.

La santé de M. Harden
De Berlin : M. Maximilien Harden, dont

la santé s'améliore, a pu donner des détails sur l'attentat dont il a été victime.

A la Chambre
La Chambre a discuté ce matin la réforme des 4 contributions.

A VENDRE

Une bicyclette de Dame
En parfait état
S'adresser au Bureau du Journal

ON DEMANDE

Un instituteur ou une institutrice
pour la durée des vacances
S'adresser au bureau du Journal

ON DEMANDE UN JARDINIER

A l'année ou à la journée
Dans un établissement scolaire de Cahors
S'adresser au Bureau du Journal

A VENDRE

le beau domaine du Pech Grand
D'une contenance environ de 44 hectares d'un seul tenant, plein rapport, bois, prairies naturelles et artificielles, maison de maîtres de 10 pièces, grand salon, salle à manger, cuisine, chambres, petite chapelle, on laisserait maison meublée ou non meublée, maison de domestique, granges, hangar, four, belle volière, le tout en très bon état, jardin d'agrément et potager avec arbres fruitiers, garenne, chasse, on peut pêcher les écrevisses dans la propriété. Très bon matériel agricole.

Pour tous renseignements s'adresser à Monsieur LACOSTE, Puy-Evêque, Lot, agence pour autres propriétés, maisons de commerce et maisons de rentiers.

La Distillerie DELPECH-PAULUS

à CAHORS

Achète la noix verte et fraîche

Faire des offres

A VENDRE

Anesse et attelage complet
S'adresser au bureau du Journal

ON DEMANDE

Vendeuses de profession
pour mercerie, bonneterie et chaussures
Bonnes références
S'adresser au Bureau du Journal

OFFRE D'EMPLOI

Receveurs-Courtiers, munis de bonnes références, sont demandés de suite par l'Agence Paris-Cahors, 9, rue du Maréchal Foch (Immeuble des Magasins AU PRINTEMPS).

Conditions avantageuses. — Retraite au personnel. Sursalaire familial aux chefs de famille, pour tous enfants au-dessous de 16 ans.

CONVOI FUNÈBRE

Mesdames veuves MONGRELET ; les familles MONGRELET et FRAYSSÉ ; les familles CONQUET et ICHES, de Cahors, et tous les autres parents ont l'honneur de vous prier de vouloir bien assister au convoi funèbre du

Sous-Lieutenant Charles MONGRELET

Du 9^e d'Infanterie
Croix de Guerre

Chevalier de la Légion d'Honneur
Tué à l'ennemi, le 26 décembre 1917
leur époux, fils, frère, beau-frère et cousin, qui aura lieu à Cahors le samedi 8 juillet courant à 15 heures.
L'assemblée à la gare.

CONVOI FUNÈBRE

Monsieur L. ALPHONSE, président de l'Association des ascendants des enfants du Lot morts pour la France.

Madame et Mesdemoiselles L. ALPHONSE, de Cahors, les familles ALPHONSE de Toulouse et de Cambrayrac, les familles PENICAUT, GACHARD et tous les autres parents prient leurs amis et connaissances de bien vouloir assister au convoi funèbre de leur fils, frère, petits-fils et neveu

Gaston-Valentin ALPHONSE

Elève en Agronomie

Titulaire de la Croix de Guerre avec 3 étoiles

Décoré de la Médaille Militaire

Mort au champ d'honneur devant Verdun

Réunion à la gare à 17 h. 1/4 le samedi 8 juillet courant.

NOTA. — Le présent avis tiendra lieu d'invitation.

REMERCIEMENTS

Madame Veuve ILBERT, Mademoiselle Henriette ILBERT et toute la famille remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont donné des marques de sympathie ainsi que celles qui ont bien voulu assister aux obsèques de

Mademoiselle Jeanne-Marie-Antoinette ILBERT

REMERCIEMENTS

Monsieur et Madame MARATUECH, née GUISCHARD ;
Madame Veuve LAGARDE, née GUISCHARD et son fils ;
Monsieur et Madame Robert MARATUECH et leur fils ;
Monsieur et Madame GUISCHARD, à Larroque-des-Arcs et leurs enfants ;
Monsieur et Madame GUISCHARD, postes et télégraphes, à Agen, et leurs enfants ;
Monsieur Eugène GUISCHARD, postes et télégraphes à Paris ;
Monsieur et Madame ALIBERT et leurs enfants ;
Les familles CONTE, GUISCHARD, CURE, LAGRASSERIE, COUTURE, BLOT, LE DUC, LACOSTE et tous les autres parents remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont donné des marques de sympathie ainsi que celles qui ont bien voulu assister aux obsèques de

Monsieur GUISCHARD

Agent d'assurances de la Compagnie « Le Phénix ».

REPRÉSENTANT

à la commission, bien introduit dans Maisons d'Alimentation

est demandé

par importante Firme

de SAUCISSON d'ARLES

Offres avec références P. VINGENT, ARLES

" Au PRINTEMPS "

9 et 11, Rue du Maréchal Foch — CAHORS

Du 3 au 16 Juillet 1922

RABAIS CONSIDÉRABLES AVANT INVENTAIRE

Voyez nos occasions exceptionnelles

SÉRIE DE BEAUX TISSUS LAINAGES

Marqués à titre de réclame et publicités 75 % au-dessous de leur valeur réelle.

CHOIX DE COUPONS DIVERS SOLDÉS A DES PRIX TRÈS AVANTAGEUX

Profitez de suite de nos divers articles de fin de saison

Venez vous rendre compte, vous serez étonnés de nos prix

ETUDE

DE

M^e François SÉGY

Avoué à Cahors, rue St-Pierre

EXTRAIT

D'un jugement rendu contradictoirement par le Tribunal de Première Instance de Cahors, le trente et un mars mil neuf cent vingt-deux, enregistré et signifié à partie, Au profit de Monsieur Henri TOUSSAINT, propriétaire à la Masse, commune des Junies,

Contre Madame Françoise VIDAL, aubergiste, demeurant à Fumel (Lot-et-Garonne), épouse du dit Henri TOUSSAINT.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux aux torts et griefs de la dame Françoise VIDAL.

A la requête et au profit du dit Henri TOUSSAINT, son mari.

Pour extrait : F. SÉGY.

ETUDE

DE

M^e Georges FONTANGES

Docteur en Droit

Avoué à Figeac, Avenue de la Gare

Successeur de son père

ASSISTANCE JUDICIAIRE

(Décision du 12 mai 1921)

EXTRAIT

d'un

Jugement de séparation de corps

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal civil de Figeac, le vingt-quatre février mil neuf cent vingt-deux, enregistré et signifié,

Entre la dame Marie LACAM, sans profession, veuve en premières nocces du sieur URBES, épouse en deuxième nocces de LALINDE, Jean-Baptiste, maçon, demeurant ci-devant à Figeac, actuellement domicilié à Ceint-d'eau, commune de Figeac,

Il appert que la séparation de corps a été prononcée entre la dite dame Marie LACAM, veuve en premières nocces du sieur URBES, et le sieur LALINDE, aux torts et griefs du mari.

Pour extrait :

Figeac, le cinq juillet mil neuf cent vingt-deux.

G. FONTANGES.

Imp. COUÉLANT (personnel intéressé)

Le co-gérant : M. DAROLLE

Etudes de M^e VERZAUX, avoué à Compiègne, 15, rue des Minimes (Suc. de M^e Caplain) et de M^e BOUYSSOU, notaire à Cahors (Lot)

VENTE SUR LICITATION

Le 31 JUILLET 1922, à 9 heures du matin

en l'étude

et par le ministère de M^e BOUYSSOU, notaire à Cahors

en deux lots de :

UNE MAISON

sise à CAHORS, cours de la Chartreuse, n^o 3

et

D'UNE PROPRIÉTÉ

appelée « DOMAINE DE LABOURIETTE » sise terroir de CAHORS

En exécution d'un jugement rendu sur requête par le Tribunal civil de Compiègne le trente et un mai mil neuf cent vingt-deux, enregistré :

Il sera :

Aux requêtes, poursuite et diligence de :

1^o Madame Adélaïde-Louise-Marguerite RENDU, demeurant à Compiègne, rue du Château, n^o 7, veuve de Monsieur Lucien-Joseph-Honoré BOUDOUSQUIE ;

2^o Monsieur Albert-Jean-Junior BOUDOUSQUIE, propriétaire, demeurant à Compiègne, rue du Château, n^o 7 ;

3^o Monsieur Victor-Octave MARTEL, propriétaire, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Compiègne, rue Thiers, n^o 10.

« Agissant au nom et comme tuteur naturel et légal de Mademoiselle Marguerite-Marie-Charlotte MARTEL, sa fille mineure,

« issue de son mariage avec Mademoiselle Aimée-Marthe BOUDOUSQUIE, son épouse décédée » ;

4^o Madame Anna-Clotilde-Aimée BOUDOUSQUIE, propriétaire, demeurant à Figeac (Lot), veuve de Monsieur Marie-Thomas-Joseph-Gustave SALGUE.

Ayant M^e VERZAUX pour avoué. En présence ou lui dûment appelé de Monsieur André MARTEL, propriétaire, demeurant à Compiègne, avenue Thiers, n^o 10 ;

« Pris au nom et comme subrogé tuteur ad hoc de Mademoiselle le MARTEL, ci-dessus dénommée » et prononcée ».

Procédé le lundi trente et un juillet mil neuf cent vingt-deux, à neuf heures du matin, en l'étude et par le ministère de M^e BOUYSSOU, notaire à Cahors, commis à cet effet, à la vente sur licitation en deux lots aux enchères publiques, aux plus offrants et

derniers enchérisseurs, des immeubles dont la désignation suit :

DESIGNATION :

Premier lot

MAISON

sise à Cahors, 3, cours de la Chartreuse

Cet immeuble comprend une grande maison d'habitation, jardin, écurie et remise, confrontant cours de la Chartreuse au nord ; immeuble des sœurs de Nevers au levant ; rue Frédéric-Suisse au midi ; immeuble Vayssié au couchant.

La maison d'habitation donnant cours de la Chartreuse est bâtie en pierre, chaux et sable, et couverte en tuiles canal par un toit à deux tombants d'eau.

Elle est desservie par une porte d'entrée et une porte de service, toutes deux sur le cours de la Chartreuse.

Elle se compose d'un rez-de-chaussée comprenant : vestibule, cuisine, office et une petite pièce grande salle à manger avec poêle en faïence, bibliothèque avec boiserie et une autre pièce ; water-closets avec tout à l'égoût.

Un escalier en pierre permet d'atteindre le premier étage qui comprend : vestibule, grand salon, deux chambres réunies par un cabinet de toilette, grande chambre avec balcon, petit salon et deux chambres dont une avec cabinet de toilette.

Le galetas entièrement briqueté comporte trois chambres de domestiques et un grand placard.

Dans le jardin se trouvent une petite serre vitrée, des water-closets avec tout à l'égoût, et un puits.

La remise, qui est située au fond du jardin, donnant sur la rue Frédéric-Suisse par une grande porte, comprend un rez-de-chaussée entièrement cimenté, formant remise

et écurie à deux boxes avec râtelier et mangeoire, et un premier étage formant grenier à foin, où est bâtie une chambre de domestique.

Le tout cadastré section N, n^o 2508, 2507 p., pour une contenance de sept ares pour la partie non bâtie.

Deuxième lot

PROPRIÉTÉ

Appelée « Domaine de Labouriette » sise terroir de Cahors

Propriété rurale, d'un seul tenant à deux kilomètres cinq cents mètres de Cahors environ, lieu dit Rivière du Peyrat, séparée par la rivière du Lot du bourg de Larroque-des-Arcs, confrontant dans son ensemble au nord avec rivière du Lot ; à l'ouest Conquet Guillaume, Fournié Jean, Bédou, Massip, encore Fournié, Contival, Guiral et Ponné ; au midi, voie ferrée, route n^o 7, Audurand et propriété de

l'hôpital ; au levant, Miquel Jacques.

Elle est entièrement composée de terres labourables d'alluvion, avec rivages en prés et bois, d'une allée de platanes séculaires, et d'un petit bosquet de bois de haute futaie.

Les bâtiments comprennent : Une MAISON de maître bâtie en pierre, couverte en tuiles canal, se composant :

Au rez-de-chaussée, d'un vestibule et de deux pièces ; Au premier étage, de trois pièces avec grenier au-dessus. Un pigeonnier ;

Une maison de métrayer avec cour clôturée devant et jardin clôturé derrière.

La maison comprend : au rez-de-chaussée, une grande cuisine, écurie et cellier ; au premier étage, deux pièces et grenier à foin. Attendant la maison au couchant se trouve un grand hangar.

L'amontement de culture et une paire de bœufs dépendent de cette propriété comme immeubles par destination.